

EUROPE LIBERALE, Y-EN A ASSEZ !

De la régression sociale et des mensonges
des partis libéro-européistes de droite comme de gauche

Assez : que les capitaux et les marchandises aient autant sinon plus de liberté que les humains (art. I-2).

Assez : que la liberté du travail soit une valeur de l'Europe mais pas le droit au travail, ni le droit du travail (art. II-75)

Assez : que la création d'un marché libre soit un objectif de l'Europe mais pas le plein emploi sauf s'il ne « fausse » pas la concurrence

Assez : que la première chose à sauver en cas de crise sociale ou de guerre, ce soit « le fonctionnement du marché » (art.III-131)

Assez : que la banque centrale européenne, hors de tout contrôle, fasse crédit aux spéculateurs mais pas aux Etats qui voudraient relancer l'emploi (art. III-181)

Assez : que le moins disant fiscal se généralise dans toute l'Europe, car il faut baisser les allocations chômage et les impôts des riches (art.III-171)

Assez : que les droits sociaux soient abandonnés à la « nécessité de maintenir la compétitivité » (art. III-209)

Assez : que le droit de grève soit reconnu pour les... « employeurs » (art. II -88)

Assez : que la durée maximale du travail passe de 48 par semaine à 65h (directive temps de travail)

Assez : que toute harmonisation des rémunérations, du droit d'association, du droit de grève, soit exclue (art . III-210)

Assez : qu'une entreprise de services ne soit soumise qu'à la législation de son pays d'origine en matière de droit du travail, de normes

environnementales ou de protection des consommateurs (directive BOLKESTEIN)

Assez : que tous les services soient concernés par la mise en concurrence et la libéralisation (art. III-145)

Assez : que les transports, les télécommunications et l'énergie soient libéralisés (art. III 246 et III-256)

Assez : que la moitié des bureaux de poste soient fermés (art. III-148)

Assez : que la Constitution soit une photocopie de l'AGCS qui prévoit de tout libéraliser « notamment l'éducation, la santé et les services liés à l'environnement » (dixit la Banque mondiale) (art. III-145 à III-147 et III-166 et III-167)

Assez : que l'égalité entre les femmes et les hommes ne soit une valeur commune aux Etats membres qu'à l'occasion d'une loi future devant être adoptée à l'unanimité entre des Etats dont certains rendent illégal l'avortement (art.III-124)

Assez : que le droit de se marier et de créer une famille soit reconnu mais pas celui de divorcer (art.II-69)

Assez : que le principe de la laïcité soit absent de la Constitution (art.I-51)

Assez : que la séparation des églises et des Etats soit remplacée par la possibilité d'exprimer ses convictions religieuses publiquement (art.- II-10)

Assez : que toute révision de la constitution soit soumise à la règle de l'unanimité (art.IV-443)

Assez : que la défense de l'Europe et ses interventions extérieures soient inféodées à l'OTAN (art.I-41)

IL N'Y A PAS DE 'OUI' DE GAUCHE !

Pourquoi faut-il voter NON

Dans notre pays un nouvel esprit souffle : celui du ras-le-bol, du refus de voir justifier le pire sur les plans sociaux et économiques au nom d'un européisme béat entièrement soumis à l'Europe des libéraux.

- Nous disons **NON** à une Europe refusant toute politique de l'emploi, capable d'assurer l'intégration et la cohésion sociale ;
- Nous disons **NON** à une Europe refusant toute politique industrielle, seul outil capable de lutter contre les délocalisations ;
- Nous disons **NON** à une Europe qui abandonne la Recherche et, soumet l'innovation au seul profit des détenteurs de capitaux et à la spéculation.

CETTE CONSTITUTION, qui grave dans le marbre le libéralisme économique :

- **Condamne à terme nos services publics** en les privatisant sournoisement par les directives européennes ;
- **Empêche toute politique de l'emploi** parce qu'elle interdit a priori tout rôle économique à l'Etat;
- **Oblige l'Europe à l'égard de l'OTAN**, c'est à dire qu'elle nous soumet à l'Amérique. *Avec cette Constitution, notre pays serait aujourd'hui engagé en Irak ;*
- **Reconnaît un rôle politique aux Religions**, alors que notre Constitution nationale, basée sur le principe de laïcité, sépare depuis un siècle le spirituel du temporel ;
- **Propose une conception du social assise sur le contrat**, alors que notre modèle est fondé sur la loi, le droit et l'organisation des salariés structurés syndicalement. Sur ce plan elle constitue une véritable régression et permet la remise en cause des droits sociaux, de la protection sociale et du droit du travail.

Ce qui est en jeu dans notre pays pour demain, c'est la préservation pour notre peuple, du droit de choisir une politique de progrès social.

**Pour un projet conforme aux valeurs républicaines de la France
et répondant aux attentes des nations européennes
il faut une autre construction européenne !**

**L'Europe actuelle s'est faite contre la démocratie,
contre les peuples et contre la Gauche !**

**DEPUIS TOUJOURS
LA
GAUCHE
REPUBLICAINE
MENE LE COMBAT
CONTRE UNE
EUROPE
DE REGRESSION
DEMOCRATIQUE
ET SOCIALE**

Pierre Mendès-France à l'Assemblée nationale le 18 janvier 1957 :
« Le projet du marché commun, tel qu'il nous est présenté, est basé sur le libéralisme classique du XIX^e siècle, selon lequel la concurrence pure et simple règle tous les problèmes. [...] L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit elle recourt à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit à la délégation de ses pouvoirs à une autorité extérieure laquelle au nom de la technique exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement une politique, au sens le plus large du mot, nationale et internationale ».

**IL EST TEMPS DE METTRE UN COUP D'ARRET A L'EUROPE LIBERALE
ENSEMBLE FAISONS GAGNER LE NON**